

Commission n°3, sujet n°17 : Comment améliorer la qualité de la vie des élèves à l'école ?

Etat des lieux

1 – Les rythmes scolaires

- La journée de l'élève est beaucoup trop chargée : cours au collège, devoirs à la maison, transports, activités de loisirs....
- Les rythmes sont fonctions des programmes disciplinaires trop chargés, c'est en contradiction,
- Il y a peut-être trop de possibilités d'options ou d'activités pour certains élèves (jusqu'à 35h par semaine devant un professeur), plus les devoirs à la maison, ...
- La pause de midi est trop courte,
- Trop d'élèves par classe, nuit à l'efficacité des cours,
- Problème des transports scolaires qui imposent les heures de début et de fin de journée,
- Les rythmes scolaires sont souvent fonction de 'choix de société', et de contraintes (surtout liées à l'économie nationale), qui sont contradictoires avec eux.

2 – Les établissements scolaires (architecture, hygiène et sécurité)

- Les locaux dépendent du conseil général, il y a donc peu de possibilités de modifications pour améliorer la vie des élèves (autorisations, crédits,...),
- Une partie des locaux du collège ne sont pas adaptés à l'enseignement, du fait que ce sont d'anciens bâtiments qui ont été récupérés(circulation dans les couloirs, abris insuffisants en cas de pluie, salles mal adaptées,
- L'établissement est- il trop grand : nombre d'élèves par rapport aux locaux existants ?
- Le comportement d'une minorité d'élèves nuit à la qualité de vie de l'ensemble des autres élèves.

3 – Les adultes qui peuvent améliorer la qualité de la vie

- Depuis la rentrée, le nombre d'adultes hors enseignants (emplois-jeunes, C.E.S., aides-éducateurs...), a diminué et cela nuit beaucoup à l'encadrement des activités hors cours (soutien, surveillance des locaux, clubs, foyer, ...)
- Il manque du personnel pour assurer le soutien personnalisé indispensable aux élèves en difficultés,
- La médecine scolaire et l'orientation ne sont pas assez présentes dans les établissements.

4 – La restauration scolaire

- Des efforts sont faits dans le collège pour la qualité des repas,
- Les personnels contribuent à l'éducation alimentaire des élèves,
- Problème des 'en-cas' hors repas (chocolatines, boissons, ...).

Commission n°3, sujet n° 17 : Comment améliorer la qualité de la vie des élèves à l'école ?

Propositions de solutions

1 – Les rythmes scolaires

- Maintenir le rythme 7 semaines de cours – vacances – 7 semaines de cours – vacances...
- Les zones de vacances ne doivent pas être un obstacle à ce système,
- Maintenir la coupure des 2 mois d'été, pour les élèves,
- Possibilités pour les élèves d'avoir les cours et de pouvoir faire leurs devoirs, avec du personnel pour encadrer, au Collège,
- Prévoir davantage de personnel(enseignants, aide-éducateurs...) pour encadrer les études et les soutiens individualisés aux élèves en difficultés,
- Adapter les programmes aux horaires imposés aux élèves,
- Faire des séquences de cours adaptables suivant les matières(30mn à 2h),
- Diminuer le nombre d'élèves par classe, dédoublements dans toutes les matières au-delà de 22-24,
- Les transports scolaires doivent pouvoir s'adapter aux horaires du collège et non l'inverse,
- Généraliser le cartable électronique qui permet l'interactivité, et qui peut être une motivation pour les élèves.

2 – Aspirations des élèves et problèmes du bien-être des adolescents

- Proposer un dialogue aux élèves, autre que la relation professeur-élève(l'expérience de voyage d'intégration en début d'année semble une solution intéressante),
- Prévoir dans les collèges un lieu où l'élève puisse avoir quelqu'un à son écoute en permanence durant la journée(assistante sociale, infirmière, surveillant, autres...),
- Rétablir l'autorité dans le collège, la majorité des élèves supportant les conséquences néfastes des agissements de quelques-uns,
- Organiser un grand débat du style de celui-ci, réservé aux élèves avec des remontées.

Débat national sur l'avenir de l'école

Commission n°2 du collège Carnot, réunions du 28/11/03 et du 03/12/03

Question n°5 : Quel socle commun de connaissances, de compétences et de règles de comportement, les élèves doivent-ils prioritairement maîtriser au terme de chaque étape de la scolarité obligatoire ?

Remarques préliminaires :

Menée en deux temps et par un public composé d'enseignants du collège et de parents d'élèves, la discussion de cette commission n'a pas débouché sur des propositions concrètes, d'abord en raison du caractère vaste de la question (comment réfléchir concrètement, dans ce temps limité, sur des programmes ou des contenus précis ? Comment éviter des discours d'ensemble creux ?), ensuite à cause du manque d'accord entre diverses opinions qui n'ont pas su se réconcilier. Pour préciser ce dernier point, il importe de distinguer deux « théories » d'ensemble, qui se sont (parfois violemment) affrontées lors des deux réunions même si le public était à chaque fois différent : d'un côté les tenants d'un « retour au passé », réaffirmant des valeurs fortes et prônant un retour à une école traditionnelle, de l'autre les partisans d'une école qui évoluerait avec le monde qui nous entoure et s'ouvrirait à de nouveaux horizons. Si les premiers étaient à chaque fois plus nombreux, on ne peut en tirer une loi statistique (en raison du petit nombre des participants et du fait qu'un tel sujet réunissait forcément plutôt ces « traditionalistes ») : c'est la raison pour laquelle on a voulu dans ce rapport rappeler les deux positions.

Il peut être rassurant pour nos « décideurs » qu'il ait été impossible à un public hétéroclite de tomber d'accord en deux demi-journées sur le contenu des savoirs à transmettre par l'Ecole : le problème est bien complexe...

Peut-être aurait-il mieux valu des réunions séparées préalables (d'un côté les professeurs et de l'autre les enseignants) avant de synthétiser les diverses réflexions.

La réflexion a été menée autour de cinq grands pôles que nous allons détailler à présent.

Quelles matières ?

Si la grande majorité des présents s'est accordée sur un recentrage autour des matières traditionnelles, les propositions de la fiche du ministère ont séduit quelques participants : ouvrir l'Ecole notamment à la psychologie, à la philosophie (de manière plus précoce) a intéressé certains parents qui souhaitent que l'Ecole fasse de leurs enfants des individus complets. Toutefois on se heurte toujours au même problème : augmenter la charge horaire des enfants semble impossible et réduire le temps consacré aux disciplines existantes semble dangereux... La question semble donc sans solution et amène à se résigner (en le déplorant peut-être) à ne conserver que les matières actuelles, du moins dans le cadre d'une formation première, commune à tous. On arrive ainsi à poser le problème de ce qui est fondamental.

Quelles sont les matières fondamentales ?

L'essentiel de la discussion peut se résumer à « Français » et « Mathématiques », avis partagé par la plupart des participants, mais, là encore, la position ne remporte pas l'unanimité.

1^e remarque : une personne est intervenue pour prôner au contraire un rééquilibrage entre matières « traditionnelles » et « matières manuelles, comportant des manipulations », pour permettre aux différentes qualités des enfants de s'exprimer à égalité et en rappelant que ces matières également passent par une maîtrise de savoirs fondamentaux.

2^e remarque : lors de la 1^e réunion, la langue vivante n'a pas été retenue comme matière fondamentale. La 2^e réunion est revenue sur cette position, donnant sa place à cette matière, mais là encore avec des divergences : d'un côté certains prônent l'anglais systématique, de l'autre certains veulent l'égalité des différentes langues ; d'un côté certains veulent la langue dès le début de l'école primaire, mélangée avec les apprentissages en français (apprendre conjointement les jours de la semaine en français et en anglais... et même en espagnol), de l'autre certains craignent les mélanges et préfèrent faire de la langue vivante un apprentissage second, venant après les apprentissages fondamentaux.

Le lien entre les méthodes d'apprentissage à l'école primaire et au collège devrait certainement être renforcé.

Quels apprentissages fondamentaux ? = Quels savoirs doivent être acquis à la fin de la scolarité obligatoire ?

Une position, forte et claire, a retenu l'assentiment de la majorité des participants : rappeler et réaffirmer l'objectif de l'école de la III^e République : « lire, écrire et compter » en précisant pour chaque palier (et notamment fin du primaire et fin du collège) ce que l'on entend par là, de manière graduée : au départ il s'agirait de la simple compétence technique (déchiffrer, tracer des lettres et compter) et on irait peu à peu vers une définition plus poussée et plus exigeante (comprendre le texte lu et l'analyser avec esprit critique, écrire de manière structurée en organisant sa pensée et aborder des notions mathématiques plus complexes). Cette position a le mérite de bien fonctionner comme slogan, de « rassurer » (car il y a inquiétude sur les contenus actuels de l'école) et de recentrer sur l'essentiel. Les partisans de cette théorie ont alors beaucoup insisté sur les bienfaits pour la formation d'un cerveau des contenus traditionnels de l'école : grammaire, orthographe, conjugaison, calcul mental, par cœur...

Toutefois, il s'est trouvé une/des voix pour aller contre cette belle harmonie, critiquant le côté un peu creux de la formule : à quoi correspond-elle précisément ? Et notre commission ne pouvait quantifier, année après année, une exigence aussi précise... S'est alors formé un autre discours, visant à rapprocher l'école de la société actuelle, dans laquelle l'orthographe ne serait plus une valeur (*sic*). Ce nouveau discours voulait alors regrouper « lire et écrire » sous la rubrique « communiquer » et ouvrir l'école à une pratique intensifiée d'Internet, des traitements de texte... L'Ecole servirait alors à fournir des compétences précises, directement réutilisables dans le monde du travail. Cette position a fortement choqué la plupart des participants... Se pose en effet le problème du contenu : peut-on communiquer sans socle culturel solide, sans « fondamentaux » ?...

Comment l'Ecole peut-elle éduquer au respect ?

Notre discussion, parfois houleuse, l'a montré : le manque d'écoute de l'autre, de respect de sa parole et de son propre temps de parole sont des problèmes réels. Il a été évident pour tous que l'Ecole, entre autres (le rôle des parents n'étant pas négligeable dans ce domaine), doit agir sur ce point. Il faut toutefois souligner qu'elle le fait déjà, notamment dans le cadre des cours, où la participation orale ne peut se faire que dans le respect de l'autre. Il reste à étendre le travail, à faire en sorte que le respect devienne l'affaire de chacun : que chaque adulte de l'établissement cherche à se faire respecter des enfants, que les adultes se respectent entre eux, notamment dans les occasions où ils sont sous le regard des enfants (conseils de classe...)... Mais comment faire ? La question reste ouverte ! Il reste toutefois évident que le respect n'est pas une matière, qu'on n'apprend pas le respect comme on apprend le français et que les problèmes comportementaux sont difficiles à faire évoluer. Seule la prise de conscience par tout le monde du problème peut aider.

Quelle évaluation ?

Si certains ont pu parler d'un retour de l'examen d'entrée en 6^e, vérifiant l'acquisition des compétences de base, nécessaires à la poursuite des études, il faut reconnaître que l'instauration d'un examen-couperet, au sens où il conditionnerait le passage dans la classe supérieure, est mal vécu par les parents d'élèves, qu'on le situe à l'entrée en 6^e ou à la fin de la 3^e, comme les derniers projets de réforme du brevet le laisseraient entendre.

L'accord s'est davantage porté sur une évaluation à la fin de chaque année sous forme de liste de compétences à atteindre, acquises ou pas. L'évaluation serait nationale, comme celle qui existe déjà, mais s'appliquerait plus souvent, aurait lieu en bilan et non en état des lieux et déboucherait sur un papier montrant clairement à l'enfant ce qu'il maîtrise et ce qu'il ne maîtrise pas encore.

Au sujet de l'évaluation, un parent d'élève a tenu à faire part de sa position concernant un problème plus vaste : l'orientation. Cette position a été suivie par une partie des participants. Il s'agirait de permettre dès quatorze ans, aux élèves qui en feraient la demande, de quitter le système commun pour rejoindre un apprentissage, couplé avec une poursuite des apprentissages fondamentaux. Cette remise en cause du collège unique, avec retour de paliers d'orientation avancés et donc une forme de retour en arrière n'a pas su convaincre tout le monde. Il paraît par ailleurs difficile de mettre en place un système ouvert aux seuls volontaires quand on sait combien peu d'élèves fin 5^e ont un projet défini. Il reste que la proposition a le mérite de poser la question de « ce que l'on fait » des élèves en difficulté et peu motivés... mais il s'agissait d'une autre question !

Au total, on voit que les diverses théories que l'on entend à l'heure actuelle se sont trouvées représentées dans notre débat, sans qu'une seule rencontre l'unanimité. On peut seulement souligner, pour conclure, que les « traditionalistes » sont les plus nombreux parmi ceux qui font la démarche active de s'intéresser à l'école en prenant une, voire deux demi-journées de leur temps pour venir s'exprimer.